

Courrier de la campagne BDS France adressé à chacune, chacun des 18 candidats français sélectionnés pour le concours « Destination Eurovision 2019 » accueilli à Tel Aviv en Mai

Bonjour,

Vous avez l'intention de représenter la France avec vos chansons au prochain concours européen qu'est l'Eurovision, annoncée cette année en Israël.

Nous souhaitons par ce courrier vous informer afin que vous connaissiez mieux le pays dans lequel vous rêvez sans doute de chanter pour La France en participant à la finale de L'Eurovision, et nous espérons vous convaincre de renoncer à vous produire au service du régime d'apartheid qu'impose l'État d'Israël.

Cet État occupe depuis 1948 un autre pays La Palestine après en avoir chassé une grande partie de ses habitants qui sont depuis 70 ans des réfugiés ailleurs dans le monde.

Il colonise et intensifie la colonisation dans le petit territoire appelé la Cisjordanie.

Il pratique une politique d'apartheid à l'encontre des citoyens palestiniens, qu'ils soient d'Israël ou de Cisjordanie, notamment avec la dernière loi votée récemment au parlement Israélien nommée « Loi de l'état nation du peuple

juif ».

Il impose un blocus inhumain à la population de Gaza depuis 2007, y massacre depuis le 30 mars 2018 des manifestants non violents participant à des marches pour le droit au retour et y mutile à vie des jeunes avec des tirs à balles réelles.

Les valeurs premières de l'Eurovision, que vous partagez sans doute, sont la diversité, l'ouverture de ce concours musical à toutes et tous et c'est bien l'inverse des valeurs prônées et mises en œuvre par l'État d'Israël qui ne respecte, et ce depuis longtemps, aucune des conventions internationales.

Même si pour vous la participation à l'Eurovision est le fruit d'un important travail et engagement, sans doute très stimulant, pouvez-vous accepter de participer à cette opération de « blanchiment » d'un État, Israël, qui avec l'accueil de ce concours souhaite faire oublier ses pratiques et sa politique inhumaine à l'égard d'une population, les Palestiniens ?

Vous allez participer en Janvier 2019 à trois émissions de sélection retransmises par la télévision, vous pouvez encore refuser de participer à cette mascarade, vous ne serez pas les seuls à le faire, dans toute l'Europe et au niveau international de nombreux artistes refusent maintenant de se produire en Israël dont Lorde, Lauryn Hill, Shakira, Vanessa Paradis, Titi Robin, Annie Lennox, Cat Power, Cassandra Wilson, Natacha Atlas, Aziza Brahim, Roger Waters, Elvis Costello, Brian Eno, Thurston Moore, Gilberto Gil, Chuck D., Jason Moran, Richard Bona, Eddie Palmieri, Salif Keita, Jello Biafra, Jean-Luc Godard, Dominique Grange, Tardi, HK, Portishead, The Young Fathers ou Massive Attack ! Beaucoup appellent le monde entier à participer à ce mouvement de boycott pour dénoncer l'état d'Israël.

Dans les années 1970 et 1980, de nombreux artistes ont boycotté un autre État qui avait légalisé la discrimination : l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Notre courrier répond à l'appel des Palestiniens pour le boycott universitaire et culturel d'Israël. En effet une grande campagne se déroule dans toute l'Europe contre la tenue de l'Eurovision à Tel Aviv.

[Plus de 140 artistes ont appelé au boycott de l'Eurovision si elle a lieu en Israël.](#)

Nous espérons que vous nous aurez lu-e-s et nous sommes disponibles pour vous expliquer mieux cette campagne si vous le souhaitez.

Pouvez-vous chanter n'importe où ? Dans n'importe quelles conditions ?

Continuez à chanter librement et pour le respect et la liberté des peuples !

Nous sommes à votre disposition pour échanger davantage avec vous sur ce sujet.

Dans l'attente d'une réponse, nous vous adressons nos sincères salutations

La Campagne BDS France

Lettre ouverte de la Campagne BDS France à France Télévisions

Lettre ouverte de la Campagne BDS France à

Mme la présidente directrice générale de France Télévisions

Delphine Ernotte

Aux 14 membres du conseil d'administration de France
Télévisions dont les membres du C.S.A

Aux cinq personnalités indépendantes du comité d'éthique de
France Télévisions

France Télévisions se réclame d'une « Charte d'éthique » quant à ses « Engagements éthiques et déontologiques en matière de contenu des produits diffusés », visant entre autres à « contribuer au respect des droits de la personne, notamment de sa dignité, et la lutte contre les discriminations » et à la « promotion du vivre ensemble » (décembre 2017, pp. 22-23).

France Télévisions est par ailleurs membre de l'Union Européenne des radios télévisions publiques (U.E.R.) qui vient d'accepter en septembre l'organisation de l'Eurovision à Tel Aviv du 14 au 18 Mai 2019. L'U.E.R a demandé pour cet accueil à Israël des garanties « en matière de sécurité, d'**accès pour tous, de liberté d'expression** et du respect du **caractère apolitique** de ce concours » et a rappelé les valeurs du concours que sont la **diversité** et l'**ouverture à tous**.

Cette situation nous conduit, ainsi que de nombreux artistes et acteurs culturels en France et dans le monde entier, à soulever plusieurs questions :

– Comment est-il possible de parler d'un **concours apolitique** quand celui-ci sera accueilli dans un pays qui pratique

l'apartheid à l'égard des Palestiniens (colonisation, occupation illégale, violation permanente de leurs droits humains) et cherche à se servir de l'Eurovision pour redorer son image ?

– Comment parler d'une garantie **de la liberté d'expression et d'ouverture à tous** dans un pays qui vient de voter la « loi de l'État nation du peuple juif » qui confère un mandat constitutionnel de discrimination raciale contre les Palestiniens ?

– Comment évoquer **l'accès à tous et la diversité** alors que de nombreux participant(e)s et spectateurs/trices seront très probablement victimes d'un refoulement vu les difficultés permanentes d'entrer en Israël ?

Nous pensons que France Télévisions et l'U.E.R, en retransmettant sur leurs chaînes de télévision le concours de l'Eurovision accueilli à Tel Aviv, se rendraient complices des violations des droits humains des Palestiniens en fermant les yeux sur le contexte des massacres perpétrés récemment encore et encore par les forces israéliennes dans la bande de Gaza assiégée.

C'est pourquoi nous invitons France 2 et ITV Studios France à respecter la charte éthique de France Télévisions et à ne pas « reconduire leur engagement à retransmettre en direct la sélection nationale *Destination Eurovision* qui désignera la/le ou les représentant(e)s de la France au 64^{ème} concours de L'Eurovision » si celui-ci est organisé à Tel Aviv, capitale de l'apartheid israélien.

140 artistes appellent au boycott de l'Eurovision si le concours a lieu en Israël. Une pétition de même contenu a recueilli plus de 20 000 signataires.

Nous souhaitons vivement :

Que vous refusiez de blanchir le régime israélien avec la retransmission de l'Eurovision 2019.

Que vous vous détourniez de l'Eurovision 2019 accueillie à Tel Aviv.

Alors nous serons fier(e)s de notre radiotélévision publique !

Dans l'attente d'une réponse nous vous adressons nos sincères salutations

Pour la Campagne BDS France,

Brigitte Challande et Jean-Guy Greilsamer

Le géant bancaire HSBC se désengage d'un fabricant d'armes israélien suite aux

pressions des militants des droits humains

27 décembre 2018 –
Communiqué de presse

- HSBC a confirmé aux militants qu'elle s'était totalement retirée du fabricant de drones israélien Elbit Systems, qui vend à l'armée israélienne des armes utilisées lors d'attaques contre les Palestiniens.
- Plus de 24 000 personnes ont communiqué par mail avec HSBC pour s'inquiéter de ses investissements dans Elbit Systems et d'autres sociétés vendant des armes à l'armée israélienne, et 40 succursales de la HSBC au Royaume-Uni ont été piquetées chaque mois pour la même raison.
- Les militants s'engagent à poursuivre la campagne, car HSBC entretient des relations commerciales avec plus d'une douzaine d'autres sociétés vendant des armes et des technologies à l'armée israélienne.

Les militants des droits de l'homme ont déclaré leur victoire après que le géant mondial des banques, HSBC, ait confirmé sa décision de se séparer complètement du fabricant d'armes israélien Elbit Systems après une année de campagne.

Elbit Systems est un des plus grands fabricants d'armes d'Israël, réputé pour ses drones meurtriers utilisés lors d'attaques de civils palestiniens et commercialisés à l'étranger comme «éprouvés au combat». La société a également fabriqué du phosphore blanc et des systèmes d'artillerie pouvant être utilisés pour les armes à sous-munitions.

Elbit Systems a été exclu de fonds de pension et d'investissement du monde entier pour sa participation à la fourniture de systèmes de surveillance et d'autres technologies au mur de séparation israélien et aux colonies situées en Cisjordanie. Elbit a également fourni une technologie de surveillance à utiliser le long de la frontière américano-mexicaine.

Le lien de HSBC avec Elbit Systems a été révélé pour la première fois en 2017 dans un rapport de War on Want sur les relations commerciales des banques britanniques avec des sociétés vendant du matériel et des technologies militaires à Israël. La campagne appelant HSBC à se désengager des entreprises complices a reçu un élan décisif lorsque Palestine Solidarity Campaign et d'autres groupes ont adhéré, piquetant les succursales de la banque au Royaume-Uni pour ses relations avec Elbit et d'autres sociétés.

HSBC a une « Politique relative au secteur des équipements de défense » spécifiant que la banque ne fournirait pas de services financiers aux entreprises impliquées dans la production ou la vente d'armes à sous-munitions. Les militants ont souligné que son implication dans Elbit Systems, même si elle s'affirmait depuis longtemps «au nom de ses clients», violait cette politique ainsi que les Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

Selon des rumeurs, Elbit Systems serait sur une liste actuellement dressée par le Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies sur les entreprises qui violent le droit international en soutenant l'entreprise israélienne illégale de colonisation.

Ryvka Barnard, responsable de la campagne sur le militarisme et la sécurité chez War on Want, a déclaré:

«HSBC a fait un premier pas positif en désinvestissant d'Elbit Systems, le fabricant réputé de drones, d'armes chimiques, de systèmes d'artillerie à bombes à fragmentation et d'autres technologies utilisées lors d'attaques contre des civils palestiniens, et de militarisation des murs et des frontières dans le monde entier. Faire des affaires avec des entreprises telles qu'Elbit, c'est profiter de la violence et des violations des droits humains, ce qui est à la fois immoral et contraire au droit international. »

«Toutefois, HSBC continue de traiter avec plus d'une douzaine de sociétés vendant du matériel et des technologies militaires, notamment Caterpillar, dont les bulldozers sont utilisés pour la démolition de maisons et de biens palestiniens, et BAE Systems, dont les armes sont utilisées pour les crimes de guerre par Israël, l'Arabie saoudite et d'autres régimes répressifs. »

Ben Jamal, directeur de la Palestine Solidarity Campaign (PSC) a déclaré:

«Cette annonce est la preuve positive que les campagnes collectives fonctionnent. Des centaines de personnes à travers le Royaume-Uni, y compris de nombreux membres et comités de la

PSC, ont contribué à pousser HSBC à se séparer d'Elbit, au moyens de piquets de grève, de campagnes par mèls et d'autres actions conçues pour faire pression sur la compagnie. L'annonce de HSBC démontre l'efficacité du boycott, du désinvestissement et des sanctions en tant que tactique contre le mépris constant par Israël du droit international et des droits de l'homme. Nous appelons maintenant HSBC à rester fidèle au principe de l'investissement éthique en coupant les liens avec toutes les entreprises qui soutiennent le régime militaire israélien. »

Contacts presse:

Ryvka Barnard (War on Want): rbarnard@waronwant.org / 07983 550 728

Hope Worsdale (Palestine Solidarity Campaign)
media@palestinecampaign.org / 07590862268

Notes aux rédacteurs:

– Le 23 décembre 2018, HSBC a confirmé sa décision et en a informé par courrier électronique War on Want et la Palestine Solidarity Campaign.

– Les participations de HSBC dans Elbit Systems ont été révélées pour la première fois dans le rapport de '[Deadly Investments](#)' de War on Want en juillet 2017, puis ont été suivies d'une [lettre à la société](#) détaillant la complicité d'Elbit dans la violence et exigeant un désinvestissement en septembre 2018.

– Pour plus d'informations sur Elbit Systems et l'exclusion d'Elbit par des fonds de pension et d'investissement, voir la base de données '[Investigate](#)'.

– Les membres de Palestine Solidarity Campaign et d'autres militants ont organisé des [piquets de grève mensuels dans les succursales HSBC](#) HSBC du Royaume-Uni, appelant HSBC à se

séparer d'Elbit et d'autres sociétés armant Israël, dans le cadre de la campagne «[Arrêtez d'armer Israël](#)».

– Pour plus d'informations sur la liste des entreprises impliquées dans les colonies israéliennes illégales par le Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies et sur les rumeurs concernant la présence d'Elbit sur cette liste, voir [cet article](#) ainsi que les [questions et réponses](#) les plus récentes sur la liste.

– HSBC fait suite à d'autres entreprises et organisations qui ont cherché cette année à réduire ou à supprimer leurs liens avec les crimes de guerre et autres violations des droits des Palestiniens, notamment [Airbnb](#), les [Quakers de Grande-Bretagne](#) et l'[Université de Leeds](#).

Banking giant HSBC divests from Israeli arms manufacturer following pressure from human rights campaigners

Traduction : JPB pour BDS France

Source: [Waronwant](#)